

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 36 • 10 SEPTEMBRE 2021 • CHF 3.-

Initiative 99% au vote: la nécessité sociale de taxer les ultra-riches page 2



Après le retrait US: faillite colossale de la guerre en Afghanistan page 3



Expo sur l'immigration italienne à Lausanne page 4

Des retraites au rabais combattues

SUISSE • La Grève féministe et des femmes, les syndicats, la gauche dont le PST-POP et les Verts ou l'Avivo en appellent à une grande manifestation nationale le 18 septembre à Berne pour s'opposer au projet de réforme des retraites AVS 21, qui pénalisera en premier lieu les femmes.

« La grande grève féministe de 2019, avec plus de 500'000 personnes dans la rue, a bien montré le ras-le-bol des femmes envers les inégalités dont elles sont victimes. Mais au lieu de chercher des solutions aux véritables problèmes, le Parlement, dominé par le camp bourgeois, veut augmenter l'âge de leur retraite de 64 à 65 ans: c'est un affront! De plus, la droite a déjà annoncé la couleur: après AVS 21, il s'agira d'augmenter l'âge de la retraite (par flexibilisation du départ à la retraite, ndlr) pour tout le monde, à 66, 67, puis 68 ans... jusqu'au tombeau? », s'exclame Aude Spang, responsable du groupe d'Intérêt Femmes chez Unia, à l'occasion d'une conférence de presse de l'Union syndicale suisse (USS) début septembre.

Divergences finales

Les dernières retouches au débat auront lieu à la session d'automne qui s'ouvre le 13 septembre. Après que le Conseil aux Etats a approuvé la réforme qui augmentera la retraite des femmes d'un an, le Conseil national en a fait de même durant la session de juin. Le 14 septembre, les deux chambres devront régler les ultimes divergences, dans un véritable marchandage de vendeurs de tapis, sur ce «programme de stabilisation» de l'AVS, qui a pour objectif d'assurer l'équilibre financier de l'assurance jusqu'en 2030. La commission du Conseil des Etats a ainsi récemment proposé un relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 0,4 point de pourcentage (alors que le Conseil fédéral proposait 0,7%), contribuant à faire peser une charge excessive sur les personnes à faibles et moyens revenus. Mais elle a exclu tout modeste financement supplémentaire via les gains de la Banque nationale (BNS) sur les taux d'intérêt négatifs. Pour les syndicats genevois réunis dans la CGAS, d'autres solutions de financement alternatif seraient aussi envisageables. Ainsi l'augmentation d'un pour-cent des cotisations employeurs à l'assurance ou en mettant en place une taxation des dividendes et des transactions financières.

Des économies sur le dos des femmes

Rappelons que l'économie résultant de l'augmentation de l'âge de la retraite pour les femmes s'élèvera à 1,4 milliard de francs à partir de 2027, dès son introduction en 2022. 1,2 milliard de cette somme sont dues à la réduction des dépenses, et près de 200 millions à l'augmentation des recettes due à une vie active plus longue. Des compensations minimales de l'ordre de 100 francs par mois pour la génération transitoire sont prévues selon le gouvernement durant 9 ans à hauteur de 600 millions par an. Après calculs, le syndicat Travail.suisse estime que cette somme serait facilement couverte en réduisant les inégalités salariales femmes/hommes, qu'elle chiffre en moyenne à 7,7%, ce qui représente un montant de 825 millions de francs de pertes pour l'AVS par an. «La conclusion est simple: les coûts de la retraite à 64 ans sans discrimination salariale sont à peu près les mêmes que ceux de la retraite à 65 ans avec discrimination salariale et compensation pour la génération de transition», estime Thomas Bauer, son responsable de la politique sociale.

«Les femmes touchent des rentes inférieures de



Une manifestation nationale est prévue à Berne le 18 septembre pour dénoncer l'affront d'AVS 21 aux femmes

37% aux hommes, qui plus est en assumant encore la plus grande part du travail de «care» non rémunéré. Ce sont donc les rentes qu'il faut augmenter et non l'âge de la retraite!», pourfend, de son côté, le comité unitaire genevois. «Au lieu de gaspiller des deniers publics à des mesures de «compensation», qui n'en sont d'ailleurs pas, mais qui vont être très coûteuses à gérer, passons maintenant à une vraie réforme sociale, écologique et égalitaire de l'AVS», estime encore la Grève féministe, qui dénonce toujours le maintien des discriminations, la faiblesse des moyens engagés pour les combattre et «la volonté obsessionnelle (de la droite) de relever l'âge de la retraite des femmes». Au-delà de la manifestation d'unité et de colère de ce 18 septembre, les forces progressistes ont déjà annoncé qu'elles lanceraient un référendum contre la réforme, fortes de leur victoire de 2017 contre la précédente tentative de démantèlement des rentes (Prévoyance vieillesse 2020), qui envisageait déjà un relèvement de l'âge de référence des femmes par étapes de 64 à 65 ans et le projet de départ flexible à la retraite, entre 62 et 70 ans.

Deuxième pilier en péril

Le dossier de l'AVS n'est pas le seul qui pose problème. Les partenaires sociaux ont mis sur la table un projet de révision de la Loi sur le deuxième pilier, LPP 21. Si celui-ci prévoit d'abaisser le taux de conversion générateur de rente de 6,8% à 6%, il doit garantir en même temps le niveau de la rente dans la partie obligatoire de la LPP et améliorer la couverture des rentes (de l'ordre de 100 à 200 francs par mois) pour les personnes à faibles revenus et celles travaillant à temps partiel, en particulier pour les femmes. Même si ce modèle est critiqué par la gauche combative, qui n'a jamais vu d'un bon œil ce système par capitalisation d'épargne professionnelle et préférerait un glissement du 2^e pilier dans l'AVS, celui-ci a le mérite de faire rentrer enfin une part minimale de solidarité dans l'assurance, en

créant un supplément de rente pour les salaires les plus bas. Patatras! Mi-août, la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national (CSSS-N) a refroidi l'atmosphère, en défendant en priorité la seule baisse de la déduction de coordination. Les femmes n'auraient droit qu'à titre exceptionnel au «nouveau» supplément de rente. «Ce paquet veut aussi imposer une hausse généralisée des cotisations LPP, qui fera baisser le salaire net de 1,2 à près de 4% selon les situations pour toutes les personnes salariées de moins de 55 ans. Elle entraînera une baisse des rentes pouvant aller jusqu'à 12% pour la partie obligatoire et veut arroser les 10% les plus riches de la population d'un cadeau fiscal de 1 à 2 milliards de francs par une augmentation des déductions pour le troisième pilier (épargne individuelle, ndlr)», souligne Pierre-Yves Maillard, président de l'USS. A droite, une initiative dite «des générations» vient d'être lancée. Objectif: adapter périodiquement l'âge de la retraite dans l'AVS. En ce qui concerne le 2^e pilier, elle veut que toute redistribution de rente contraire au système de capitalisation soit évitée et que les pensions acquises et en cours soient «périodiquement adaptées au rendement des placements, au pouvoir d'achat et à l'espérance de vie», le facteur décisif étant la situation financière des caisses de pension. Face à toutes ces manigances, l'heure est vraiment de ne plus battre en retraite. ■

Joël Depommier

Début de la manifestation le 18 septembre à 13h30 à la Schützenmatte (à côté de la gare). A 15h00 Place fédérale: rassemblement final et concerts

Trains et cars gratuits en partance de toute la Romandie: Départs de Genève à 10h53, voie 2 à la gare, départ Lausanne à 11h51, voie 1.

Départ de cars de La Chaux-de-Fonds à 11h20, de Neuchâtel (Maladière) à 12h, du Locle (Ple du Marché) à 11h, de Fleurier (Av. Daniel-Jeanrichard) à 10h45, sur inscription auprès du syndicat Unia

Départ de Sion (Ple des potences) à 10h30, de Martigny (Ple de Rome) à 11h00



IL FAUT LE DIRE...

Oui, ils.elles.x le veulent!

Mardi, se tenait à Genève une conférence de presse de lancement de la campagne en faveur du oui à l'amendement du Code civil dit du «mariage pour tous». Au siège du PS genevois, l'union est inhabituelle. Si les partis qui soutiennent de longue date une union civile identique pour les couples hétéros et homosexuels étaient présents, comme les Verts.es et le PdT-POP, des partis de la droite et du «centre» se sont joints à la cérémonie. En effet, le PLR et le PDC, ainsi que leurs sections jeunes respectives étaient représentés. Pour les premiers.ères, il s'agit de faire valoir qu'«au cœur du libéralisme, se trouve la conviction que chacun.e doit pouvoir façonner sa vie comme il l'entend». Quant aux seconds, ils.elles ont à cœur par leur soutien de permettre «la reconnaissance de toutes les familles, sans discriminations».

A gauche, les Verts.es estiment également que «la discrimination institutionnelle dont sont victimes les couples homosexuels en Suisse» doit cesser le 26 septembre prochain, date du vote. A leurs côtés, solidaritéS fait valoir combien une acceptation de la loi représenterait «un pas dans la bonne direction en matière d'égalité, de reconnaissance, et de protection de l'enfant, ainsi qu'une avancée en matière de santé publique».

«Il est particulièrement difficile de se sentir citoyen.ne.s.x de second zone aux droits et aux devoirs différents», explique Aurore Kupper de solidaritéS. Pour elle, il en va singulièrement de la santé mentale de celles et ceux qui sont discriminés.es. A sa gauche, Annick Ecuyer du PdT-POP approuve. Et ajoute qu'il est temps de changer la façon dont sont pensés les couples de même sexe, par les médecins, par exemple. Elle souligne aussi que «les minorités de la communauté souvent précaires ou étrangères, bénéficieront partiellement de cette avancée». Elle donnera ainsi notamment accès à la naturalisation facilitée du conjoint ou de la conjointe.

Si un sondage de la SSR donne la modification de loi gagnante devant le peuple à 69%, celles et ceux qui le défendent s'inquiètent de la participation. Et tiennent à rappeler que c'est dans les urnes qu'il faudra, d'abord, dire: «Oui, je le veux!».

Jorge Simão

La nécessité sociale de taxer les ultra-riches

VOTATIONS • Le 26 septembre 2021, le peuple suisse se prononcera sur une initiative des jeunes socialistes qui vise à taxer le 1% de la population qui tire ses revenus de sa fortune.

Les opposants à l'initiative n'ont pas manqué de brandir bien haut le drapeau rouge en arguant que «ses conséquences seraient particulièrement catastrophiques pour la majorité des entreprises familiales suisses». Tiens, voilà maintenant que la droite, qui pleurnichait lorsqu'il fallait venir en aide aux entreprises lors de la première vague de la pandémie, s'érige en défenderesse des entreprises familiales suisses.

Exil fiscal

Décortiquons patiemment les arguments fallacieux des opposants: l'initiative 99% menace l'emploi, freine l'innovation et nuit à l'attractivité de la Suisse en tant que place économique. Ah bon? Si vous êtes debout, asseyez-vous parce pour avoir trouvé un argument tel que celui-ci, il faut vraiment vivre sur une autre planète. Voilà qu'on nous agite encore une fois le spectre des pertes d'emplois et le départ des grosses fortunes de la Suisse.

Cette initiative vise à imposer les revenus du capital qui dépasse 100'000 francs à 1,5 fois le taux. En sachant que les plus-values boursières ne sont pas imposables, cela correspond donc en grande partie aux revenus obligataires et immobiliers de l'assujetti.

Pour obtenir un revenu net de plus de 100'000 francs en tenant compte des taux d'intérêt actuels ridiculement bas, il faut avoir une fortune placée de plus de 10 millions (calcul avec 1% d'intérêt par année) ou un rendement locatif sur un immeuble de plus de 2 millions (calcul avec un rendement locatif net de 5%).

Si une entreprise familiale suisse a un portefeuille de titres ou des immeubles loués, c'est pour faire de la spéculation ou du rendement. Sûrement pas pour développer l'innovation et créer des emplois.



Pour obtenir un revenu net de plus de 100'000 francs, il faut une fortune placée de plus de 10 millions, rappellent les initiants.

D'ailleurs, l'initiative se concentre sur les revenus du capital des personnes physiques et non pas sur la fiscalité des entreprises.

Cohésion sociale

En Suisse, plus de la moitié des entreprises ne paye aucun impôt, donc elles ne distribuent pas de revenu du capital. Ajoutons encore qu'avec plus de 30% des entreprises qui ne paient pas plus de 10'000 frs d'impôts, on est loin du plafond de

revenu de 100'000 frs fixé dans le projet. Et si jamais, pour les adeptes du tourisme fiscal, il y a un paradis en Suisse: le canton de Zoug.

Autre argument des opposants, l'initiative minerait la cohésion sociale et saperait le principe du fédéralisme. Cette initiative attiserait aussi la jalousie, susciterait des rancœurs, freinerait les investissements dans l'économie suisse, contribuerait à la destruction d'emplois, pénaliserait fortement l'incitation à la création de richesses et cerise

sur le gâteau... un exil des grosses fortunes à l'étranger ne pourrait être exclu.

De plus, elle signerait la fin des start-ups, susciterait l'insécurité et bouleverserait l'équilibre du système fiscal suisse. C'est faire rapidement l'impasse sur le fait qu'il existe autant de systèmes fiscaux en Suisse que de cantons, que les revenus du capital (dividendes) sont déjà imposés à seulement 70% (pourquoi?). Et que la Suisse compte plus de 5000 personnes au bénéfice d'un forfait fiscal.

Qui ne seraient donc pas impactées en cas d'acceptation par le peuple. Un forfait fiscal, c'est une imposition forfaitaire sur la dépense d'un multimillionnaire qui ne travaille pas en Suisse et qui bien sûr ne paie pas d'impôts dans son pays (sauf s'il est américain, mais étonnamment, il ne doit pas y en avoir beaucoup).

Système fiscal indigent et très sélectif

Selon Chuck Collins, co-auteur du rapport sur les grosses fortunes américaines publié par l'Institute for Policy Studies, «dans une société saine dotée d'un système fiscal efficace, la richesse se disperse au fil des décennies, à mesure que les gens ont des enfants, paient leurs impôts et donnent à des œuvres caritatives. Mais dans un système fiscal indigent, la richesse s'accélère au fil des générations conduisant à une richesse et à un pouvoir consolidés».

Pour la petite histoire, le président F. D. Roosevelt a imposé les hauts revenus à 63% en 1935, puis à 79% dès 1936 et même à 91% en 1941. Les États-Unis ont ensuite vécu avec un taux marginal d'imposition proche de 80% pendant 50 ans.

L'indice suisse de la Bourse s'est apprécié de plus de 560% depuis sa première négociation en juin 1988, soit une performance annualisée de 6.3% (hors dividende) ou 5% (corrigé de l'inflation moyenne). Les taux hypothécaires sont au plancher et les loyers au plus haut. Alors, après la crise sanitaire de 2020, où l'on a vu les gens faire la queue pour recevoir de quoi manger, où beaucoup ont perdu leur emploi ou se sont vu être mis au bénéfice des RHT, la diatribe des opposants à l'initiative est particulièrement mesquine. Et il serait temps que ceux ayant grassement profité de l'essor économique de ces vingt dernières années pensent un peu à participer à l'effort collectif. ■

Patrick Savioli

Prison pour les zadistes pacifiques du Mormont?

Des militant.es risquent d'être emprisonné.es après s'être opposé.es, sur la colline du Mormont, à l'extension de la carrière du cimentier Holcim. Pour Amnesty International Suisse (AIS), poursuivre et emprisonner ces personnes, alors que l'entreprise a retiré sa plainte pour violation de domicile, constitue une restriction disproportionnée aux libertés d'expression, de conscience et de réunion pacifique. L'organisation alerte aussi sur la privation de leur droit de recours.

Le 1^{er} avril dernier, la police avait délogé les zadistes du Mormont. Près de 150 personnes avaient été arrêtées. 43 ont été poursuivies pour «violation de domicile», «insoumission à une décision de l'autorité» et «empêchement d'accomplir un acte officiel». Parmi elles, 37 ont été condamnées à 60 ou 90 jours de peine privative de liberté par ordonnance pénale. Elles se sont vu dénier la possibilité de recourir contre ces condamnations, en raison de leur refus de s'identifier lors de leur arrestation. Une décision qui a été confirmée par le tribunal, le 20 août dernier. Ces militant.es pourraient désormais être appréhendé.es à tout instant.

Pour AIS, la décision des autorités de refuser la possibilité de recourir contre le jugement constitue, pour les personnes mises en cause, une violation de leurs droits. «Le droit à un recours est un élément essentiel d'un procès équitable qui ne peut être limité que dans des circonstances exceptionnelles, notamment lorsqu'il s'agit d'infractions mineures. En l'occurrence, les militant.es ont été condamné.es pour des infractions passibles de peines de prison qui ne peuvent pas être considérées comme telles. Le droit à un recours des militant.es ne peut donc être restreint», estime Alicia Giraudel, juriste à AIS. ■

Jorge Simao

Questionner notre rapport au passé

OPINION • Déboulonner des statues ou boulonner des plaques, un choix compliqué.

Pas grand-monde, je pense, ne souhaiterait avoir une rue «Adolf Hitler» dans sa ville, ou une statue de Mussolini au parc du coin. Pourtant, l'importance de ces personnages sur l'histoire n'est clairement pas contestable, tant ils ont contribué à façonner le monde d'aujourd'hui. De cela, on peut considérer qu'une rue ou une statue constituent un hommage qu'on rendrait à une personne dont les actes sont estimés par la communauté.

Changement de valeurs

Les valeurs de cette communauté évoluent. La re-nomination de l'espace Agassiz en espace Tilo-Frey, en hommage à la première neuchâteloise élue en 1971 au parlement fédéral, en est un exemple. De fait, le glaciologue Louis Agassiz, référence scientifique toujours actuelle en biologie, a été «démis» de son piédestal en raison de ses théories nauséabondes quant à l'inégalité des races humaines par une société estimant qu'il ne saurait plus être question de valoriser une personnalité ouvertement raciste. Et ce même si l'hommage originel ne portait pas sur ces propos racistes... Au

fur et à mesure que nos valeurs évoluent, nous légitimons ou délégitimons les figures historiques. On peut comprendre cette démarche.

Périls du manichéisme

Le problème vient peut-être d'une tendance moderne au manichéisme. Aux États-Unis, on supprime les statues de Robert Lee, général en chef des armées confédérées, parce que son «camp» soutenait l'esclavage. Par cette simplification, on passe sous silence ses positions anti-esclavagistes après la guerre. Georges Washington est aujourd'hui dans la tourmente en raison de ses pratiques à minima controversées concernant ses esclaves. Comme si l'on ne pouvait rendre hommage qu'à une personne dont tous les actes furent «justes» selon les critères de notre société. Cette simplification à outrance nie les complexités de l'être humain, ses contradictions, son évolution également, et conduit à une vision simpliste de l'histoire.

Il est légitime qu'un hommage soit questionné par la population qui le «rend». Cela peut même s'avérer source de débat intéressant. Nous pourrions ainsi ques-

tionner la statue de De Pury. Pourquoi lui avoir rendu hommage? Qu'est-ce que cela dit de notre société à l'époque? Pourquoi l'esclavagisme n'était-il pas vu comme un problème? En quoi nos valeurs actuelles nous permettent-elles de prétendre avoir «évolué»? Comment transformer cette statue non plus en hommage, mais en source de réflexion? Faut-il l'ôter? Lui ajouter une plaque? La modifier?

Mouvements populaires oubliés

Ces questions-là pourraient enrichir notre perception de l'histoire. Questionner notre rapport à notre passé et à nos valeurs. Sur-tout, elles permettraient de dépasser la simple attribution d'une étiquette «digne d'homme/non digne d'hommage».

Et peut-être pourrions-nous aussi, plutôt que de passer des morts au crible de nos valeurs modernes, nous demander au final si cette commémoration de prétendus «grands hommes» ne participe pas par ailleurs à l'invisibilisation des mouvements populaires auxquels il n'est que rarement rendu hommage. Là réside un biais qui mériterait lui aussi d'être questionné. ■

Nicolas Turttschi

Faillite colossale de la guerre

AFGHANISTAN • La guerre en Afghanistan, lancée le 7 octobre 2001, moins d'un mois après l'attaque aux tours de New York, a initié celle que président de l'époque des Etats-Unis, George W. Bush, a appelé «la guerre globale et permanente contre la terreur».

La fin de la guerre des puissances occidentales en Afghanistan et la prise du pouvoir par les Talibans mettent en évidence une faillite totale de la politique prétendument «de sécurité» des Etats-Unis et de leurs alliés de l'OTAN. L'attentat de la branche afghane de l'Etat Islamique, qui a tué 170 Afghans et 13 soldats américains dans la zone de l'aéroport de Kaboul, le 26 août, montre les dimensions colossales et durables de cette faillite.

Il y a fort à parier que la débâcle n'amènera pas à repenser en profondeur la politique des principales puissances économiques et militaires de l'Occident parce que ceux et celles qui paient les conséquences les plus désastreuses de cette guerre et des autres «guerres contre la terreur» encore en cours sont en premier lieu les populations de l'Afghanistan et d'autres pays du Sud global.

Chiffrer le désastre

Grâce au travail de longue haleine du Watson Institute de la Brown University (Rhode Island, USA) sur les coûts des guerres étasuniennes après le 11 septembre 2001, nous disposons de chiffres utiles à la réflexion. D'octobre 2001 à avril 2021, environ 240'000 personnes sont mortes directement dans les opérations de guerre en Afghanistan et dans le proche Pakistan. Parmi ces morts, on compte 84'191 «combattants ennemis», environ 78'000 membres des forces armées et ainsi que polices afghanes et pakistanaïses et 71'344 civils. Ces victimes «locales» constituent le 96,8% du total. Le 3,2% restant des personnes tuées dans ce conflit est composé de 2448 militaires de l'armée américaine, 1144 militaires d'armées alliées et 3936 mercenaires sous contrat des armées occidentales.

Ces chiffres n'incluent pas les personnes décédées de maladies, suite à la perte d'accès à l'eau, à la nourriture et aux infrastructures et/ou pour d'autres conséquences indirectes de



Depuis 2001, les Etats Unis ont dépensé 2261 milliards de dollars pour financer la guerre en Afghanistan, la plus grande partie à crédit.

Jason Brisebois

la guerre. L'AFSC (American Friends Religious Society, un institut de recherche financé par le mouvement religieux des Quakers) estime à 360'000 le nombre de personnes mortes pour ces causes «indirectes» liées à la guerre en Afghanistan.

Frais pharaoniques

Depuis 2001, les Etats-Unis ont dépensé 2261 milliards de dollars pour financer la guerre en Afghanistan, la plus grande partie à crédit. Au total, les conflits de ces deux décennies de la «guerre globale contre la terreur» (Afghanistan, Irak, Pakistan, Syrie, Yémen, Philippines, Mali, Somalie et autres) ont coûté 6400 milliards de dollars aux Etats-Unis. Soit en gros dix fois le montant que cet Etat a dépensé pour l'aide au développement dans le monde.

Entre 2001 et 2017, les émissions de gaz à effets de serre de l'armée américaine se sont élevées à 1,2 milliard de tonnes. Un chiffre supérieur aux émissions d'un pays industrialisé comme la Suisse durant la même période.

Armement helvétique

Comme dans beaucoup d'autres conflits, parmi les principaux bénéficiaires, on relève les fabricants d'armes et leurs actionnaires. Parmi ceux-ci, limitons-nous à en signaler deux actifs en Suisse, pays ayant une longue tradition d'exportations guerrières (les troupes mercenaires sous l'Ancien régime et les produits des industries d'armement du siècle dernier). Ainsi l'habituel Pilatus de Stans (entreprise fondée en 1939 par le fabricant de canons Emil Bührle),

avec les quarante P-12 fournis aux armées de l'air américaine et afghane. Ces avions ont été exportés comme matériel civil aux Etats-Unis où, au sud du SECO de la Confédération, ils ont été armés et envoyés dans différents théâtres de la «guerre contre la terreur», une douzaine en Afghanistan.

La MOWAG de Kreuzlingen a aussi profité de la guerre, avec les blindés Piranha vendus notamment à l'armée danoise, qui les aurait utilisés en Afghanistan. La statistique de l'ensemble des armes suisses fournies aux armées de l'OTAN engagées dans la guerre en Afghanistan reste à faire.

Aide humanitaire

En revanche, la souvent proclamée «tradition humanitaire» de la Suisse est mise à mal par le Conseil fédéral. Ainsi par son refus d'accueillir

d'autres réfugiés Afghans, hors ceux et celles employés par l'Ambassade helvétique à Kaboul et la DDC avec leurs familles.

Signalons toutefois une note encourageante en provenance de l'aide humanitaire soutenue par la Suisse. Interviewé aux infos de 12h30 du 23 août de la radio SRF, le directeur des opérations humanitaires du CICR, Dominik Stillhard, a fourni plusieurs informations qui contrastent nettement avec l'overdose médiatique des semaines ayant précédé le départ définitif des troupes américaines de l'aéroport de la capitale afghane. «Les images depuis l'aéroport de Kaboul ne sont pas représentatives de la situation dans le pays... Il n'y a pas une émigration en masse comme en 2015 en Syrie».

Il a aussi expliqué que les 1800 collaborateurs et collaboratrices du CICR, parmi lesquels 100 délégués internationaux, poursuivent leur travail. Ce dernier continue à être demandé par les Talibans, avec lesquels le CICR collabore de longue date. Qu'en est-il de la situation des femmes qui travaillent pour le CICR? «Certes, à moyen terme c'est une situation qui nous préoccupe, mais pour le moment il n'y a pas de problèmes particuliers, elles sont trop indispensables, notamment dans beaucoup d'infrastructures de la santé».

Et les fournitures de biens essentiels? «Si la situation à l'aéroport est difficile, les voies terrestres avec les pays voisins sont ouvertes. Il faut bien comprendre que la guerre est terminée et que cela facilite énormément les transports par la voie terrestre... La préoccupation est pour le futur, quand l'Afghanistan risque de ne plus avoir les moyens pour payer ces fournitures». Le lendemain de cette interview, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International annonçaient l'arrêt des versements et des prêts financiers à l'Afghanistan. ■

Tobia Schnebli

En Inde, des paysans mobilisés depuis un an

INDE • Les agriculteurs protestent contre les lois de libéralisation des marchés. Malgré la répression, les campements perdurent.

L'hiver fut rude, la pandémie meurtrière et l'été - caniculaire - s'est achevé par une mousson aux inondations dévastatrices. La répression, elle, n'a jamais faibli. Ainsi les paysans indiens, mobilisés depuis septembre 2020, ont-ils traversé l'année, de manifestations en blocus de la capitale, de sit-in en campements sur les autoroutes.

Dimanche 5 septembre, un demi-million d'entre eux, soutenus par une cinquantaine de syndicats, ont repris la rue pour demander le retrait de trois ordonnances de libéralisation des marchés agricoles. Alors qu'elle fixait un prix minimal garanti par l'Etat, la loi élargit désormais la vente des produits agricoles à prix libres aux

entreprises, qui pourront si elles le souhaitent passer des contrats d'exclusivité avec les producteurs. Rien n'empêche toutefois les compagnies de stocker les denrées pour une durée illimitée et d'organiser la spéculation. En Inde, 70% de la population dépendent, de manière directe ou non du monde rural, qui génère moins d'un sixième du PIB.

Pris à la gorge

A 31 ans, Sumit Dalal, un paysan de la province de l'Haryana (nord), est pris à la gorge. Pour moderniser son exploitation, il a contracté des prêts qu'il redoute aujourd'hui de ne pas pouvoir rembourser. Dans le même temps, le coût des intrants a continué de grimper.

«En 2014, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, le premier ministre, Narendra Modi, promettait de mettre en œuvre les recommandations de la Commission nationale des agriculteurs, à savoir l'effacement de la dette et le doublement des revenus», expliquait-il y a quelques mois à l'Humanité.

Les paysans déplorent que seule la moitié de leur production soit achetée au prix minimal de soutien et le reste à un prix inférieur. En huit ans, le prix du riz paddy ou de la canne à sucre n'a quasiment pas évolué.

La fin des prix régulés sur les marchés publics régionaux pose en outre des difficultés supplémentaires aux consommateurs les plus pauvres.

Ce qui explique également le soutien de la population au mouvement des agriculteurs.

Pour les obliger à reculer, le gouvernement nationaliste a tenté de jouer la carte de la division religieuse, a rompu les négociations tout en prônant le dialogue, lancé des enquêtes contre les responsables syndicaux. L'exécutif assure que les ordonnances permettront aux paysans d'accéder à un marché plus vaste et aux technologies. «Nous voudrions simplement pouvoir manger», répond Sumit Dalal, qui promet de rester sur son campement jusqu'à la victoire. ■

Lina Sankari

Paru dans L'Humanité

GaucheBdo a besoin de votre soutien!

CCP: 12-9325-6

Ce que les «piaf» ont apporté à notre société

EXPO • Une passionnante exposition présente les différentes facettes de l'immigration italienne à Lausanne.

Je possède un dossier d'articles de presse, lettres de lecteurs et tracts datant des votations sur les initiatives Schwarzenbach «contre l'emprise étrangère» des années 1970-1974, rejetées de justesse par le peuple suisse. On peut y lire d'innombrables textes puant la xénophobie et le racisme envers ceux que l'on traitait alors de «piaf» ou de «macaroni»! L'exposition du Musée historique de Lausanne en constitue un juste contrepoint. Elle montre l'immense apport des travailleurs italiens en Suisse, et particulièrement dans la région lausannoise. Celui-ci commence vers 1870 avec le percement des tunnels ferroviaires (du Gothard et du Simplon), plus tard, au tournant des années 1950-60, du tunnel routier du Grand-Saint-Bernard. Les maçons et manœuvres italiens ont aussi beaucoup travaillé aux constructions liées au boom immobilier lausannois des années 1900, et à celle de l'autoroute Genève-Lausanne inaugurée en 1964. Sans oublier le secteur de la restauration, où les immigrés italiens sont très présents. Quant aux femmes, on les retrouvera notamment dans les fabriques, comme IRIL à Renens. Malgré la stricte discipline de l'usine et les bas salaires qui font l'objet de revendications, les horaires sont compatibles avec la vie des mères de famille. Il faut dire qu'après 1945, la Démocratie chrétienne italienne, plutôt que d'entreprendre des réformes sociales vigoureuses dans ce pays alors très pauvre, a préféré exporter ses chô-

meurs, dont beaucoup, de surcroît, votaient communiste...

Surveillance policière

L'exposition, très complète, décline les différents aspects de cette forte immigration italienne, sur tous les plans: économique, mais aussi juridique (à propos du statut de saisonnier enfin supprimé en 2004 par l'Accord de Schengen), social, religieux, associatif. Elle se présente, de manière vivante, sous la forme de nombreuses photographies (dont l'une de notre ami l'historien antifasciste Claude Cantini), de témoignages vidéo, d'extraits de films, tels ceux conçus par l'émission *Continent sans visa*, ancêtre de *Temps présent*, et consacrés notamment aux conditions de logement indignes trop souvent offertes aux travailleurs étrangers. Il y est aussi question de la surveillance policière exercée sur une population immigrée soupçonnée d'anarchisme et de communisme. Les lieux de sociabilité de la communauté italienne sont bien évoqués. Sous l'ère fasciste, c'est la *Casa d'Italia* avec ses faisceaux. Mais dès la chute du régime mussolinien, celle-ci prend le nom de *Circolo italiano*. Une vitrine souligne aussi le rôle de l'Eglise catholique, et particulièrement de l'Ecole catholique du Valentin, dans l'intégration de la population italienne et de ses enfants.

L'exposition n'évite pas des zones d'ombre: ainsi le doctorat honoris causa

attribué par l'Université de Lausanne en 1937 à Benito Mussolini, ce grand humaniste qui venait de conquérir l'Ethiopie en utilisant notamment des gaz chimiques! Dans la bouche de l'un des témoins italiens, on trouve aussi une vive critique du racisme à rebours qui prospère en Italie du Nord contre ceux du Sud et les immigrés africains.

Emergence d'un mode de vie

Mais l'aspect le plus original de cette exposition est sans doute celui lié à l'*italianità*, ce concept qui regroupe tout un ensemble, à la fois sportif (les *Azzurri*), culinaire (la pizza, l'huile d'olives), musical (*Sono un italiano io* de Toto Cotugno), la mode, le cinéma et ses actrices comme Claudia Cardinale, la Vespa ou encore la Fiat 500. Les Italiens et Italiennes non seulement sont venus apporter leurs bras dans nos fabriques et sur nos chantiers, y laissant parfois leur vie comme dans la catastrophe de Mattmark en 1965. Ils ont aussi introduit un mode de vie qui a largement pénétré la société helvétique. Si bien qu'avec la deuxième ou troisième génération d'immigrés, les deux populations se sont en quelque sorte fondues, s'enrichissant mutuellement l'une et l'autre.

On ne manquera donc pas cette exposition passionnante, parfois émouvante et surtout nécessaire. ■

Pierre Jeanneret

«Losanna, Svizzera. 150 d'immigration italienne à Lausanne», Musée historique de Lausanne, jusqu'au 9 janvier 2022.



Affiche de l'exposition lausannoise consacrée à l'apport italien dans la capitale vaudoise.

MHL

Nature et photo: le temps des leurres

PHOTOGRAPHIE • Le Festival Alt.+1000 interroge les rapports entre humain et nature. Zoom sur deux démarches convoquant l'inattendu dans les représentations d'un monde naturel recomposé. A découvrir en ballade dans les montagnes neuchâteloises.

Qu'est-ce qui est naturel ou ne l'est point? Sur un mode souvent impérialiste, conquérant, domestiquant, redessinant et épuisant la nature, l'humain en a façonné les représentations et imaginaires. De la peinture à la photographie. Eleveurs de rennes lapons, nouvelle route de la soie voulue par Xi Jinping pour relier la Chine à l'Europe, cohabitation entre loup et humain grignotant le territoire de l'animal, portrait de paysan vaudois fuyant l'industrialisation... Dédié à la photographie de montagne, le Festival Alt.+ 1000 voit très large. La manifestation voyage ainsi en zig-zag au sein de l'environnement naturel autant refiguré, accompagné que miné par la main de l'homme.

Jeux d'artifice

Dans la Vallée de la Brévine, la prairie Chobert accueille parmi les photos de 50 artistes fichées à des piquets comme on le ferait de panneaux indicateurs ou fleurs, celles de Patrick Weidmann. On découvre un médusant entrelacs de fleurs et végétaux séchés saisi dans la vitrine d'un parfumeur parisien et des verroteries *cheap* à design floral cadrées de près. Cet artiste transversal, photographe, plasticien et écrivain est l'observateur non ironique de l'un des ressorts majeurs de l'organisation de l'Occident: la circulation des désirs. Notre économie est construite sur le besoin d'appropriation de marchandises, nourriture, sexe, luxe, plaisirs, loisirs. Pour répandre ses produits, nos industries ont inventé des objets, images, codes publicitaires devenus le paysage mental de l'Occident qu'interroge depuis 30 ans Patrick Weidmann.

Le Genevois signe l'image la plus saisissante de cette Biennale. En vitrine d'une boutique Lancôme dans un quartier chic tokyoïte, il a saisi une immense rose large ouverte, suspendue telle une œuvre d'art. Composée de lipsticks par milliers, la fleur est ici la quintessence du désir consumériste adressé au féminin. L'artifice peut ainsi évo-



Une pive colorisée traitée par micro-tomographie à rayons X devient une étrange chimère d'anime japonais.

Catherine Leutenegger

quer une partie intime du corps féminin. Jusque dans sa palette colorée allant du rouge au blanc, cette imagerie publicitaire témoigne dans son possible effet subliminal d'une «hyper-clitoridisation du monde», selon l'artiste. Le jeu de reflets des espaces du dedans et du dehors, lui, fait référence aux stratégies visuelles chez le peintre flamand Johannes Vermeer amenant le spectateur à douter de ce qu'il voit vraiment.

«Ma première source d'inspiration n'est pas la nature mais la culture, tant je suis fasciné par l'artifice. D'où nombre d'images de fleurs et motifs floraux artificiels, décadents en vitrines», témoigne l'artiste. Agglomération impressionnante et dense de rouges à lèvres, l'image fait la synthèse du propos de cette 6^e édition festivalière.

Comment distinguer ce que l'on croit ressortir de la nature de ce qui participe de l'artifice? Comment voit-on une nature recomposée sous forme de fantasme consumériste parfois raté. Il s'agit «d'une forme d'insignifiance, invraisemblance, absurdité», suggère l'homme d'images.

Nouvelles visions

Autour du Lac des Tailières, treize artistes composent une exposition collective, *Naturel?* Comme il se doit, on y interroge la nature des paysages et notre lien polysémique à eux. L'artiste photographe Catherine Leutenegger a réalisé in situ l'un des rares travaux inédits de la manifestation neuchâteloise. Son approche se révèle fidèle aux propos pré-photographiques de

Marcel Proust: «Le vrai voyage ce n'est pas de chercher des nouveaux paysages mais un nouveau regard.» Depuis 2014, le travail de la Lausannoise explore les passerelles entre imagerie scientifique, industrielle et approche anthropologique et archéologique. «Cette pandémie a creusé le sentiment d'être bloqué dans nos libertés. De ne plus pouvoir partir, voyager, confier-elle en entretien. Pour revenir à Proust, l'on peut découvrir dans les choses simples, proches, un intérêt renouvelé et des horizons nouveaux, selon le regard que l'on y porte.»

Travail sculptural

Catherine Leutenegger réfléchit sur l'ambiguïté des formes et l'hégémonie du numérique. De l'échelle microscopique à la dimension macroscopique. Pour *Unnatural Studies*, elle a prélevé sur le site, chenille, polypore (champignon), pive, aiguille, fleur de saule, roseau. Formée aux Beaux-Arts, cette jeune maman produit ensuite une série de nature-mortes tirant vers la peinture et le graphique. Elles sont réalisées par micro-tomographie à rayon X, un mode scientifique d'acquisition d'images en haute résolution utilisé en médecine ou archéologie.

Les images sont ensuite colorisées, mises en volumes par logiciels interposés, «permettant un travail quasi sculptural.» Avec libre choix de la lumière. On se trouve alors face à «un côté énigmatique, un jeu sur les échelles de représentations, où l'on ne peut identifier la chenille ou le roseau». Ceci même si une légende inscrite au verso de l'image en révèle la nature. De là à discerner l'esprit d'une forme de *Land art* - courant artistique utilisant la nature comme matériau - amenant à parcourir autrement ce qui est visible ou non dans le paysage, il n'y a qu'un pas. ■

Bertrand Tappolet

Festival Alt.+1000. Jusqu'au 20 septembre. Rens.: www.plus1000.ch

La chute de l'impérialisme américain en Afghanistan 2



Christophe Grand, la lutte des classes au cœur du combat politique 3



Initiative pour la gratuité des transports publics 4

FISCALITÉ

30 ans de politiques au service du capital

La pandémie a pesé lourdement sur les moins aisés tout en faisant exploser la fortune des plus riches. Comment cela a-t-il été possible?

L'on a souvent entendu parler de l'explosion indécrite de la fortune de l'homme le plus riche du monde, Jeff Bezos, propriétaire d'Amazon, pendant que les employés de son entreprise étaient soumis chaque jour aux dangers du virus. En Suisse, le processus a été similaire. Durant la pandémie, le nombre de milliardaires sur sol suisse est passé de 2 à 37 et ils ont vu leurs revenus augmenter de 29% entre avril et juillet 2020 selon Arcinfo du 7 octobre 2020.

Héritages

Pourquoi ces riches sont si riches? Selon le discours libéral, c'est parce qu'ils «prennent des risques». Une idée qui ne tient pas debout lorsque l'on sait qu'à l'échelle mondiale, 70% de la fortune est transmise par héritage et qu'en Suisse, la moitié des 300 personnes les plus riches ont gagné leur place dans ce classement uniquement en héritant selon les chiffres du syndicat UNIA. De plus, chez les plus riches de moins de 40 ans, la quasi-totalité a hérité de sa fortune selon des chiffres de 2016 de la RTS. Mais qu'en est-il du reste de la population? En Suisse, selon UNIA, 10% des héritiers touchent les ¾ de la fortune, tandis que la majorité de la population n'hérite de quasi rien. C'est ainsi que l'on en arrive à une situation où 1% de la population détient plus de 42% de la fortune privée en Suisse.

Ainsi, la richesse de la classe aisée de notre pays est principalement issue de l'héritage, dont l'imposition, déjà très faible, a connu une diminution ces trente dernières années. En effet, si en 1990, chaque franc d'héritage était encore taxé à 4,1 centimes, en 2020 ce taux est tombé à 1,4 centimes à l'échelle fédérale, selon une étude de l'Université de Lausanne, qui montre également que l'impôt sur la fortune à échelle fédérale a lui aussi diminué sur la même période¹.

Revenus du capital

Mais lorsqu'elle n'est pas héritée, d'où provient la fortune de la classe bourgeoise de notre pays? Comme l'a montré Thomas Piketty dans ses divers travaux notamment sur le cas suisse, elle provient principalement des revenus du capital (placements en bourse et immobilier) pour le 0,1% les plus riches, et pour le 0,9% suivant, de très hauts salaires.

Trente ans de politiques fiscales au service des plus riches

Impôt sur le revenu (75'000 fr. par an, moy. suisse)

1984 **-3%** 2020

Impôt sur le revenu (1 million par an, moy. suisse)

1984 **-14%** 2020

Imposition de l'héritage (échelle fédérale)

1990 **-66%** 2020

Imposition de la fortune (échelle fédérale)

1990 **-10%** 2020

Sources : USS, Brülhart, M. (2019) Les héritages en Suisse, HEC Lausanne, UNIL.

Evolution de la fiscalité des plus riches en Suisse.

Pour ce qui est des très hauts salaires, ils ont aussi pu bénéficier de politiques à leur service. En effet, le taux d'imposition des revenus de plus d'un million de francs a baissé de 5% entre 1990 et 2020, tandis qu'il est resté le même pour un revenu type de 75'000 francs selon l'Union syndicale Suisse².

Et qu'en est-il des gains du capital sous forme d'actions boursières? En Suisse, ils ne sont pas imposés pour les investisseurs privés, et très peu pour les investisseurs professionnels. Mais même un très petit impôt ne convient pas à la classe capitaliste, qui, à travers ses nombreux représentants au parlement a décidé en catimini en 2021 la suppression du «Droit de timbre», soit le nom de cet impôt boursier, qui ferait perdre plus de 2 milliards à la Confédération. Cette suppression est actuellement combattue par un référendum.

Ruissellement: la grande illusion

L'explosion de la richesse des plus riches durant la pandémie ne doit donc pas surprendre, elle a été préparée par trente ans de politiques au service du capital. Alors que les salaires réels de la majorité de la population stagnent face aux hausses des primes d'assurance, des loyers et des transports, les revenus des plus riches bénéficient de plus d'avantages qu'il ne leur en faut. La preuve en est qu'en 2020, ce sont 95 milliards de francs, qua-

siment trois fois plus qu'en 1999, que les riches transmettront à leurs héritiers³.

Face à l'analyse des faits, les mythes du «ruissellement vers le bas» des richesses, ou du «self-made man» qui devient milliardaire à partir de rien, apparaissent pour ce qu'ils sont, des illusions. Dans la réalité, on observe une concentration vers le haut du produit du travail de tous, qui fait ressembler de plus en plus la situation actuelle de la répartition des fortunes à celle existant au 19^e siècle. Des propositions telles que celles du PST-POP pour instaurer une «Taxe Corona» sur les grandes fortunes permettent de lutter concrètement contre ce retour au Moyen-Age auquel aboutissent les politiques économiques libérales.

A travers l'UDC et le PLR qui les représentent en politique, les plus riches de notre pays savent défendre féroce leurs intérêts contre toute politique économique rationnelle. En effet, les solutions aux problèmes d'inégalités font consensus parmi la majorité des économistes, qui appellent notamment à taxer davantage les transactions financières, les hauts revenus et les héritages. Mais en Suisse, de telles politiques de correction de l'économie de marché ne passent pas la rampe politique. En 2015 par exemple, une initiative pour élever ce taux et renflouer l'AVS a échoué. Face à cela, les économistes lucides sont obligés de réin-

venter continuellement la roue et de prouver, étude après étude, la validité de ces politiques économiques face au discours libéral dominant.

L'initiative 99% soumise au vote le 26 septembre prochain constitue un pas important vers un équilibre de la balance. En mettant dans le débat public l'opposition entre le 99% qui travaille, et le 1% qui profite des fruits de ce travail, elle contribue au renforcement de la conscience de classe du camp des travailleurs et à briser le mythe de la «classe moyenne»⁴, étape essentielle pour remettre la Suisse sur les rails du progrès social. Evidemment, cette énième proposition de correction de l'économie de marché est combattue par le camp bourgeois (en invoquant bien sûr... les «classes moyennes»!). Et si, demander des corrections de l'économie de marché ne suffisait plus et qu'il fallait maintenant (re) penser à comment la dépasser? ■

Paris Kyritsis

1 Brülhart, M. (2019) Les héritages en Suisse : évolution depuis 1911 et importance pour les impôts, <https://www.socialchangeswitzerland.ch/?p=1902>

2 USS (2020) *Verteilungsbericht*, <https://www.uss.ch/themes/economie/detail/dossier-n-140-rapport-sur-la-repartition-2020>

3 Brülhart, M. (2019)

4 A lire sur le site du POP Vaud: «Il n'y a pas de classe moyenne», <https://popvaud.ch/2018/04/29/ny-a-de-classe-moyenne-ny-a-exploiteurs-exploites>

Edito

Engagez-vous!

Le capitalisme avec l'aide du COVID nous a poussés dans la crise économique et sociale dans laquelle nous sommes. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés à ne rien faire. Le POP est de ceux qui depuis longtemps sont proactifs, et s'engagent concrètement sur le terrain pour la justice sociale, pour une meilleure répartition des richesses ou pour une écologie populaire, entre autres...

Parmi les multiples projets réalisés et défendus par le POP, ces dernières années, j'aimerais en citer 2. Premièrement, la taxe corona de solidarité, qui vise à taxer les millionnaires pour ensuite redistribuer l'argent aux personnes qui ont été victimes de la crise économique liée au COVID. En lien, nous avons lancé une pétition nationale, qui a récolté plusieurs milliers de signatures. Parallèlement notre Conseiller national, Denis de la Reussille, est intervenu en vain pour proposer un projet similaire au parlement fédéral, notre députée Céline Misiego en a fait de même au parlement vaudois, qui a largement rejeté le projet. Si cette proposition était mise en place, c'est plusieurs milliards de recettes que l'Etat pourrait redistribuer à ceux qui en ont vraiment besoin. Deuxièmement, l'initiative pour le remboursement des soins dentaires, dont le POP Vaud a été l'un des 2 instigateurs. La Lamal ne prenant pas en charge le remboursement des soins dentaires aux prix prohibitifs, cette initiative, frappée au coin du bon sens, aurait permis à une partie non négligeable de la population, aux moyens financiers limités, de pouvoir aller chez le dentiste et se faire enfin soigner. Malheureusement, les milieux économiques et la droite ont tout fait pour couler l'initiative.

Deux projets sociaux et économiques qui visent à apporter une sérieuse amélioration du niveau de vie d'une grande partie de la population. Voilà le moteur du POP, s'engager dans des batailles qui pourraient instituer des nouvelles avancées sociales conséquentes. Mais ces actions ou campagnes n'ont été possibles que par l'engagement de nos militants et de nos élus, qui ont travaillé d'arrache-pied pour défendre nos idées.

Vouloir un changement de société en remettant en cause le libéralisme économique est une nécessité. Mais un parti comme le nôtre ne pourrait réaliser pleinement cet objectif s'il n'y avait pas des militants de base, qui chaque jour le font grandir, le font vivre et permettent quelques victoires locales et cantonales.

C'est un fait, plus les militants seront nombreux, plus nous pourrons mener de campagnes et voir nos idées se concrétiser. Militer au POP ne signifie pas de devoir être sur tous les fronts tout le temps. Militer peut prendre une multitude de formes : récolter des signatures à des stands, distribuer des tracts, rédiger des articles pour nos journaux, proposer des interventions pour nos élus, aider à l'organisation de manifestations, être bénévoles aux permanences d'impôt, venir manifester avec une pancarte ou juste payer une cotisation pour nous soutenir et permettre le développement de nouvelles campagnes politiques.

Engagez-vous au POP, car ensemble nous pouvons construire un monde meilleur où l'humain passe avant le profit!

Christophe Grand

AFGHANISTAN

La chute de l'impérialisme américain

La plus longue guerre de l'histoire des Etats-Unis s'est terminée par une défaite totale de l'impérialisme américain.

Mais les relations troubles que les Etats-Unis entretiennent avec les groupes islamistes à travers le monde doivent pousser à nous questionner sur les réelles intentions de Washington dans la région. Après les attentats du 11 septembre 2001, Georges Bush affirmait que les Etats-Unis mèneraient «une guerre contre tous ceux qui cherchent à exporter la terreur... Et contre les gouvernements qui les soutiennent.» Dans ses mémoires, il ajoutait: «Nous avons libéré le pays d'une dictature primitive, et nous avons l'obligation morale de laisser quelque chose de mieux.»

Mais après 20 ans d'occupation américaine en Afghanistan, force est de constater que ces deux objectifs ont totalement échoué. Le bilan est catastrophique: les talibans sont à nouveau maîtres du pays, la situation humanitaire est critique et la population craint qu'ils ne rétablissent le régime fondamentaliste qu'ils avaient imposé avant l'invasion des forces de l'OTAN. Mais si les images de la prise de Kaboul par les talibans ont choqué la planète entière, on en vient presque à oublier que le départ des forces de l'OTAN faisait partie de l'agenda américain. D'ailleurs, il est important de noter que l'évacuation du personnel étranger s'est faite avec l'accord du mouvement intégriste, qui était déjà maître de la capitale afghane.

Les accords de Doha

Pour rappel, le président Donald Trump et les talibans avaient signé un accord à Doha au Qatar, qui fixait un calendrier pour le retrait des Etats-Unis et de leurs alliés. En raison de ce pacte de non-agression, les Américains ne combattaient plus les talibans depuis plus d'un an. Les djihadistes ne s'attaquaient plus qu'aux forces afghanes et à la population civile.

Les Américains avaient même forcé le gouvernement afghan à libérer 5000 prisonniers djihadistes pour prouver qu'ils étaient prêts à les reconnaître comme des interlocuteurs légitimes sur la scène internationale. Le gouvernement de Joe Biden savait pertinemment que les talibans prendraient le pays après leur départ. Ils ont juste été surpris par la vitesse des événements.

Djihadistes: ennemis ou alliés?

En réalité, les Américains ont presque toujours soutenu les mouvements islamistes intégristes au Moyen-Orient. A ce titre, la séquence afghane de 2001-2021 fait office d'exception. Sous couvert de



Après 20 ans d'occupation américaine en Afghanistan, le bilan est catastrophique.

ISAF

lutte pour la démocratie et les droits de l'Homme, ils ont soutenu les djihadistes et fait tomber le régime baasiste et laïque de Saddam Hussein en 2003, ils ont permis la montée de Daesh en attaquant la Libye du colonel Kadhafi, le pays alors le plus prospère d'Afrique, ils ont permis l'essor de l'Etat islamique en Syrie en déstabilisant le régime de Bachar el-Assad, prétextant toujours qu'ils s'agissait de régimes dictatoriaux.

Pourtant, cela ne les empêche pas d'être les plus proches alliés des pétromonarchies du Golfe comme l'Arabie Saoudite wahhabite. L'impérialisme et le capitalisme s'accommodent très bien des régimes obscurantistes et fondamentalistes quand ils servent leurs intérêts.

Fantômes de la guerre froide

Dans les années 80 déjà, lors de l'invasion soviétique en Afghanistan, les Américains soutenaient les djihadistes pour combattre le parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) du président Mohammad Najibullah, qui était alors allié de l'URSS. Les moudjahidines afghans étaient qualifiés de «combattants de la liberté» par le président américain Ronald Reagan. A l'occasion du dernier affrontement indirect entre les deux puissances de la guerre

froide, les Etats-Unis avaient lourdement armé les moudjahidines, les dotant notamment du missile sol-air Stinger. Le djihad avait même été officiellement lancé par le conseiller à la sécurité nationale, M. Zbigniew Brzezinski. Devant une assemblée de barbus enturbannés, il avait proféré: «Cette terre, là-bas, est la vôtre. Vous y retournerez un jour parce que votre combat va triompher. Vous retrouverez alors vos maisons et vos mosquées, car votre cause est juste et que Dieu est à vos côtés.»

Les réformes progressistes du PDPA

Toujours dans les années 80, grâce aux réformes du PDPA, les femmes n'étaient pas obligées de porter le voile, le gouvernement avait supprimé la dot et voulait éradiquer les mariages forcés. L'élite afghane, qui était formée au marxisme, était moderne, progressiste et même démocrate: elle prônait l'égalité entre les hommes et les femmes. L'Etat afghan combattait la pauvreté: il n'existait presque aucun mendiant à Kaboul.

Les terres étaient redistribuées à ceux qui la travaillaient. On encourageait le développement des arts, de la musique et du cinéma. Le jour, les habitants faisaient leurs courses dans des coopératives et, le soir, les jeunes sortaient danser dans

des night-clubs. On pouvait même discrètement acheter de l'alcool... Kaboul avait des allures de capitale socialiste. C'était sans compter sur l'impérialisme américain. Le programme afghan fut lancé par le président Jimmy Carter: il s'agissait d'une opération secrète de la CIA consistant à armer les moudjahidines afghans. Les milliards de dollars américains eurent finalement raison du régime progressiste et démocrate, qui avait pourtant fait un appel à la réconciliation nationale par la voix de son président, le Dr Najibullah. Le djihad victorieux eut pour conséquence de détruire le pays et de le ramener au Moyen Âge.

En 1996, quand les talibans prirent la ville de Kaboul, la première chose qu'ils firent fut de capturer le président Najibullah, qui s'était réfugié dans les bureaux des Nations Unies. Ils le torturèrent, le castrèrent avant de les exécuter lui et son frère. Puis, ils suspendirent leurs cadavres à des panneaux de signalisation. Le 15 janvier 1998, M. Brzezinski fut interrogé par un journaliste du *Nouvel Observateur* qui lui demanda s'il ne regrettait pas d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, d'avoir donné des armes, des conseils à de futurs terroristes. Il répondit: «Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide?»

Rôle central du Pakistan

Mais si les Américains ont une lourde responsabilité dans le développement des mouvements islamistes intégristes en Afghanistan, rien n'aurait été possible sans un soutien logistique et tactique des services secrets pakistanais. Le président Donald Trump avait même reconnu: «Les Etats-Unis ont bêtement donné 33 milliards de dollars d'aide au Pakistan ces quinze dernières années et ils ne nous ont rien donné en retour si ce n'est des mensonges et de la duplicité, prenant nos dirigeants pour des idiots... Ils abritent les terroristes que nous chassons en Afghanistan, sans grande aide. C'est fini!»

Rappelons aussi que, lors de l'opération Geronimo, Oussama Ben Laden avait été retrouvé et assassiné dans le complexe de la ville garnison d'Abbottabad au Pakistan. Aucune stratégie ayant pour but d'éradiquer le terrorisme dans la région n'aura d'effet tant que les services secrets pakistanais continueront à former, financer et diriger ces mêmes mouvements djihadistes. ■

Idrees Samim

RELATIONS SUISSE-UE

Pour un protectionnisme solidaire

Après des mois de négociations, le Conseil fédéral communiquait le 26 mai dernier à l'Union européenne qu'il ne signait pas le projet d'Accord institutionnel.

Ce résultat a été obtenu en grande partie grâce aux syndicats, qui ont refusé l'affaiblissement des mesures d'accompagnement à la libre-circulation des travailleurs. Il s'en est suivi un blocage des discussions entre la Suisse et l'Union européenne. Les réactions en Suisse ont été, à droite une volonté de libéraliser davantage le marché intérieur, et dans certains rangs de gauche, de relancer l'idée de l'adhésion à l'Union européenne. Entre ces deux extrêmes, menant irrémédiablement à un démantèlement de la protection des salariés ainsi qu'à un fort affaiblissement démocratique, il existe pourtant une troisième voie.

Offensive néo-libérale

L'échec de l'Espace économique européen en votation populaire le 6

décembre 1992 avait abouti aux accords bilatéraux avec des mesures d'accompagnement pour la libéralisation du marché du travail. Mais, parallèlement, les travailleurs et travailleuses de notre pays avaient également subi une offensive des milieux néo-libéraux avec la parution d'un *Livre blanc* en 1995 ayant notamment conduit à une révision de l'assurance chômage, la fin du statut de fonctionnaire, l'ouverture des marchés publics et la libéralisation des télécoms.

Prétextant le refus de l'Accord-cadre, le danger est grand que certains milieux patronaux reviennent avec des projets d'affaiblissement des droits des travailleurs. L'UDC suisse, à cet égard, a choisi comme stratégie de miser non pas sur l'Union européenne, mais sur des

accords de libre-échange avec les pays d'Amérique du Sud (Mercosur,) l'Asie et les USA, tout aussi néfastes pour l'environnement, la souveraineté industrielle en Suisse que la protection sociale des agriculteurs de notre pays.

Renforcer les droits populaires

Pourtant, la solution quant à l'amélioration de notre coopération internationale ne saurait passer par une adhésion à l'Union européenne comme le promet aujourd'hui le PS suisse. Elle serait synonyme d'un affaiblissement significatif des droits populaires et démocratiques, de renchérissement de la vie pour les plus pauvres (augmentation de la TVA) et de soumission à la jurisprudence libérale de l'Union européenne. Le Parti ouvrier et populaire se battra

contre toute forme d'adhésion à ces instances capitalistes, antisociales et antidémocratiques.

Au contraire, ce refus de l'Accord institutionnel est l'occasion de renforcer les droits de ceux qui travaillent pour la prospérité de la Suisse, les travailleurs et les milieux populaires. Profitons-en pour changer de paradigme et proposer celui de protectionnisme solidaire. Ce dernier propose de renégocier les accords bilatéraux pour servir les intérêts de toute la population, en opérant notamment une relocalisation progressive de la production, qui respecte l'environnement et les droits sociaux.

Respect des normes sociales

Introduisons une préférence locale sur le marché du travail, imposons

le respect de normes sociales et écologiques pour la commercialisation de produits en Suisse, et privilégions nos entreprises locales sur les marchés publics, tout en soutenant plus activement la politique de cohésion de l'Union européenne.

Comme le montre l'exemple du Brexit, ce n'est qu'à ce prix que les plus démunis continueront de soutenir les relations Suisse-Europe. Il est temps que nous nous engagions activement à l'encontre des instances qui placent la libre circulation des capitaux et des marchandises au-dessus des droits sociaux, et qui donnent les pleins pouvoirs aux multinationales plutôt qu'aux PME, aux actionnaires plutôt qu'aux salariés, à la finance plutôt qu'aux travailleurs. ■

Anaïs Timofte

ENTRETIEN

La lutte des classes au cœur du combat politique

Christophe Grand, photographe et membre du POP Vaud, président du POP Chablais, secrétaire cantonal de juin 2016 à juin 2021 et secrétaire national adjoint du PST-POP, revient sur son parcours et son engagement.

Quelle a été ta première action ou réflexion politique?

Adolescent, je n'étais pas du tout politisé. Néanmoins, dans mon milieu social modeste, j'étais témoin des injustices sociales. Je voyais les fins de mois difficiles, ma mère qui m'a élevée seule suite au décès de mon père, devait cumuler plusieurs emplois pour vivre. Les vacances d'été étaient un moment particulièrement révélateur: la plupart de mes camarades partaient en vacances alors que nous n'en avons pas les moyens. En plus d'être privé de vacances, je me retrouvais seul dans le village où j'habitais, ou presque. Ceux qui restaient, c'était souvent les plus modestes, comme moi ou les fils de paysans qui aidaient à la ferme.

La première fois que tu as pris position politiquement?

Je ne viens pas d'une famille politisée. Mon père était antipolitique. Ma mère s'y intéresse de loin. A l'adolescence, un professeur remplaçant à l'école nous a fait écouter Brassens. Mes copains rigolaient, mais pour moi, ce fut une révélation. J'ai acheté l'un de ses disques. A partir de là, j'ai voulu découvrir d'autres chanteurs, Gainsbourg, Brel, Ferrat, Moustaki... C'est par la musique que je suis arrivé à une pensée politique. Brassens était anarchiste, Jean Ferrat, communiste. Le style populaire des chansons de Renaud me parlait beaucoup. Cela a eu une résonance en moi. En même temps que cette découverte, mon prof principal nous avait appris à écrire des poèmes. J'y voyais une connexion entre les deux.

De ma mère, qui n'est pas politisée, j'ai appris l'importance de voter. Pour elle, vivre en démocratie signifie faire usage de son droit de vote. Lorsque j'ai choisi d'adhérer au parti, ma mère m'a dit «tu ne peux pas faire de politique car tu n'es qu'un simple apprenti. Les politiciens ont fait de longues études, ils.elles sont médecins, avocat.es...» Je lui ai dit qu'elle se trompait, que les choses seraient différentes, si davantage de personnes issues des milieux populaires comme nous s'engageaient et peuplaient les parlements.

Ta première activité politique?

J'ai souvent signé des pétitions et initiatives dans la rue. Mais j'ai adhéré au POP en 2014, soit à 28 ans. Je suis venu à une assemblée générale. J'ai ensuite rencontré Bernard Borel dans le Chablais. Puis à une manifestation contre TISA (accord général sur le commerce des services), j'ai rencontré davantage de camarades. De fil en aiguille, avec 2 autres camarades, on a créé les jeunes POP en janvier 2015 (lancement d'une pétition pour la gratuité des transports publics pour les jeunes). En juin 2016, j'ai été élu au poste de secrétaire cantonal. J'ai aussi été conseiller communal à Bex entre décembre 2017 et juin 2021.

En quoi consiste l'activité d'un secrétaire cantonal?

Il y a beaucoup d'activités. Mais avant tout, il faut avoir une vision politique pour un parti cantonal, organiser le travail et les relations entre les militant.es et les sections, entre les sections et les instances



Christophe Grand, ancien secrétaire du POP Vaud.

cantonales. Et avoir un rôle de moteur pour inciter les membres à s'impliquer dans les activités, les manifestations, l'actualité politique, soutenir le lancement de projets, et faire le lien avec le parti national.

Après cinq ans, quel regard poses-tu sur ce mandat?

C'est avant tout beaucoup de rencontres, de discussions très enrichissantes, même si parfois on n'est pas d'accord sur tout. Cela prend beaucoup de temps, la frontière entre militantisme et travail de secrétaire disparaît et fait qu'il n'est pas toujours facile d'avoir une vie privée. Les attentes sont importantes alors que le temps à disposition est limité. On est un petit parti, nous disposons de petits moyens et il est important que les militant.es se rendent compte de cela. Le secrétaire peut centraliser les infos, faire des liens, mais à partir des actions menées, portées sur le terrain. Il doit jouer un rôle centralisateur, de mise en perspective. Le secrétaire a une vision, il oriente, il priorise. S'il est trop pris par le travail de terrain, il lui manquera le recul nécessaire.

Quel regard tu poses sur l'action politique du POP, et le champ politique en général?

Il est difficile pour un petit parti d'être visible et de se faire entendre. Pour les médias, c'est comme si on n'existait pas. Si on veut se faire entendre, il faut vraiment occuper les nombreux terrains existants: les rues, les parlements, les associations, les réseaux sociaux. Le discours de défense des classes populaires et du monde ouvrier a moins la cote aujourd'hui dans notre société. La lutte se concentre sur les questions sociétales, le genre, les questions raciales, l'identité sexuelle... ce sont des combats que nous devons mener, mais qui ne doivent pas se faire au détriment des questions sociales et économiques.

La priorité pour moi, c'est la lutte des classes, cela doit rester le centre de nos combats. Les intérêts de classes restent au cœur de la démocratie, car ce sont les plus précairisés qui restent invisibles. Typiquement, le système des retraites, il va toucher toutes les personnes concernées, et pas seulement quelques catégories. Pour moi, on doit penser en termes de lutte des classes. Cela n'empêche pas d'autres luttes, communes à d'autres partis. Mais cela ne doit pas se faire au détriment de ces différences sociales, terreau de la participation sociale et du droit d'appartenir à une collectivité, dignement et avec un droit de parole, duquel découle un pouvoir d'action.

Que penses-tu des mouvements sociaux?

Quand je suis devenu secrétaire cantonal, il n'y avait pas tous ces mouvements sociaux. Pour moi, au sein de ces mouvements, il y a une critique générale du système et des partis politiques. Là où ils se trompent selon moi, c'est que les partis politiques sont nécessaires et complémentaires de ces mouvements. Ils peuvent aussi faire exister leur action ou certaines idées défendues. Les partis politiques peuvent être une plateforme qui visibilise leur travail. Comme le POP est trop peu représenté dans les divers parlements, on pense que nous ne faisons rien et que nous ne sommes pas efficaces.

Or nos élu.es sont proactifs. Le dénigrement général des partis politiques dessert les mouvements sociaux, car au final ils ne sont pas représentés dans les lieux où se prennent les décisions. Cet amalgame évacue le problème central: nous sommes minoritaires. D'où la difficulté à obtenir des résultats. Cette désertion du politique alimente une déception grandissante de la population à l'égard de leurs représentant.es. C'est une spirale

regrettable et qui justifie qu'on continue d'agir dans la sphère institutionnelle, en plus de tout le reste.

Tu observes aussi un retour aux idées marxistes.

J'observe, à l'inverse, une décomplexion des jeunes face à des idées marxistes et communistes. J'observe une recrudescence de l'engagement des jeunes en faveur des actions politiques. Ceux-ci ressentent une urgence sociale et climatique liée au système capitaliste, qui nous détruit peu à peu.

Cette conscience favorise l'engagement des jeunes au POP. Récemment, une militante a adhéré tant elle s'est rendu compte que son action dans les associations aurait plus de poids si elle était aussi portée dans le monde politique. Les générations d'aujourd'hui sont loin d'une vision négative du communisme, telle que celle héritée des années de stalinisme. Le discours de la lutte des

classes a retrouvé un sens dans l'esprit des jeunes, libéré du passé et réintroduit dans l'actualité.

Les héritages du passé ont cessé de polluer les esprits. Un autre exemple: la lutte pour le climat est plus que jamais d'actualité.

Mais encore?

On est tous d'accord sur l'urgence climatique, à la différence que pour nous elle doit s'allier à l'urgence sociale. Les idées vertes sont à la mode parce qu'il est plus simple de vouloir verdifier les villes ou promouvoir le vélo, qui sont des combats moins conflictuels, plus faciles. Mais repenser entre autres, notre système des retraites, s'attaquer à la fiscalité et à la répartition des richesses, projets de société majeurs qui visent une amélioration de conditions de vie pour l'ensemble de la population, cela demande une conscience et une connaissance plus importante. Le POP s'engage pour un changement profond de société, mais en s'appuyant sur des projets concrets et réalisables. Ceux-ci s'adressent aux gens dans leur réalité du quotidien, sans tomber dans un discours intellectuel et idéaliste.

Aussi ce qui me plaît au POP, c'est qu'on défend les classes populaires et qu'au sein même du parti, nombre de personnes sont issues des classes populaires ou de la migration. On ne parle pas SUR les autres, mais on travaille avec ceux et celles que l'on défend. Donc on travaille avec les personnes concernées. Cela légitime nos combats. On est au plus proche des gens qu'on défend. On n'est pas coupé de la réalité. Il reste cependant à améliorer la participation de toutes et tous au sein même de nos actions et permettre à ceux et celles qui savent de quoi on parle, de participer à l'élaboration de nos discours et actions. Il y a aussi beaucoup d'auto-exclusion, dans les groupes comme au sein de la population. C'est le défi des classes populaires: transformer leurs frustrations en combat politique et lutte collective. Un défi permanent. ■

Entretien réalisé par Karine Clerc

Recommandations pour la votation du 26 septembre du POP Vaud

1) Initiative populaire : Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital (initiative dite 99%) : OUI

2) Modification du code civil suisse - Mariage pour tous : OUI

Plus d'infos sur www.popvaud.ch ou sur www.pst-pop.ch

MOBILITÉ

Pour la gratuité des transports publics!

C'est parti! Le comité vaudois «pour des transports publics gratuits» a jusqu'au 24 décembre pour récolter les 12'000 signatures nécessaires.

L'urgence climatique actuelle couplée à une situation sociale difficile – liée notamment aux pertes de revenus conséquentes pour de nombreux ménages suite à la crise sanitaire – appelle une réponse ambitieuse pour favoriser une mobilité respectueuse de l'environnement et accessible à toutes et tous dans le canton de Vaud.

Pour une écologie durable

La gratuité des transports publics régionaux favorise un report de la voiture vers les transports publics, comme le montrent les expériences de nombreuses villes, dont Dunkerque (France) ou Tallinn en Estonie. Ces expériences confirment une forte augmentation de l'utilisation des transports publics suite à leur gratuité, au détriment de la voiture.

Etant donné que l'utilisation de la voiture est responsable de trois-quarts des émissions carbone issues de la mobilité, et que celle-ci est responsable d'un tiers des émissions carbone domestiques de la Suisse, la gratuité des transports publics régionaux, combinée avec une volonté politique de continuer à investir dans la qualité des réseaux et des infrastructures, font partie des mesures dont nous avons besoin pour respecter l'Accord de Paris sur le climat. De plus, la réduction du recours à la voiture joue un rôle essentiel dans la lutte contre la pollution atmosphérique, et permet donc également d'améliorer la santé publique. Avec la gratuité des transports publics régionaux dans le canton de Vaud, il s'agit donc de concevoir une écologie durable, qui



Une initiative sur la gratuité des transports publics vaudois vient d'être lancée.

ne passe pas seulement par des taxes punitives souvent inefficaces.

Sociale et favorable à l'économie

La gratuité des transports publics augmente substantiellement le pouvoir d'achat des personnes qui en bénéficient. D'une part, parce que les usagers financent aujourd'hui près de la moitié des coûts des transports publics. D'autre part, parce qu'en Suisse, les dépenses liées aux transports publics s'élèvent en moyenne à 7,7 % du budget

des ménages. La gratuité des transports publics constitue aussi une mesure en faveur de l'inclusion sociale en permettant à tout un chacun de se déplacer librement, notamment pour accéder aux services publics de base.

Les commerces vaudois ainsi que les lieux culturels et de loisirs bénéficieront de la mise en œuvre de la gratuité des transports publics. Les agglomérations ayant déjà instauré cette mesure tirent un bilan positif du point de vue de l'objectif de redy-

namiser les centres-villes et de renforcer leur attractivité touristique.

Financement réaliste

L'Etat de Vaud dégage de larges excédents financiers depuis plus d'une décennie. En 2020, malgré la crise du coronavirus, 100 millions de bénéficiaires ont été réalisés. Il est temps d'investir intelligemment cet argent pour un projet d'avenir, écologique, social, et favorable aux petits commerces et à l'économie locale. Une autre piste complémen-

taire de financement serait une contribution des entreprises.

Aujourd'hui les entreprises créent la majorité de la demande de déplacement, pour le travail, les loisirs, les achats. Elles doivent donc participer au réseau de transport à travers une «contribution transport» sur leurs bénéfices. Le passage à 15% d'imposition des entreprises exigé par le G20 (Vaud: 13,79% actuellement), garantirait cette part de financement. ■

Luca Schalbetter

<https://transportspubliquesgratuits.ch>

FORMATION

La protection des apprenti.e.s refusée

Le Grand Conseil vaudois a classé verticalement la pétition des Jeunes POP «Plus de droits pour les apprenti.e.s»

La pétition des Jeunes POP intitulée «Plus de droits pour les apprenti.e.s» munie de 434 signatures a été déposée en mars dernier auprès du Grand Conseil vaudois. Elle demande une meilleure formation de base sur les droits des apprenti.e.s ainsi que des contrôles non annoncés sur les lieux de travail de la part du canton et des syndicats afin que des mesures soient prises en cas de situation problématique. Les Jeunes POP sont allés récolter les paraphes devant les écoles professionnelles et se félicitent de l'accueil de la part des apprenti.e.s et des enseignant.e.s.

Le Grand Conseil vaudois a décidé de classer cette pétition par 67 voix contre 49 et 8 abstentions. La majorité des député.e.s considère qu'il n'y a pas matière à agir et a donc refusé des mesures en faveur de la protection de la jeunesse. Seuls le Parti socialiste, les Vert.e.s, Ensemble à Gauche et le POP ont voulu renvoyer la pétition au Conseil d'Etat.

Les Jeunes POP notent par ailleurs que plusieurs patrons d'entreprises formatrices ont assuré que tout se passait pour le mieux alors que les apprenti.e.s étaient, pour leur part, complètement absent.e.s du débat.

Le député PLR Guy Gaudard a annoncé que seuls 15 cas problématiques ont été dénoncés sur 20'000 apprentis. Il ajoute que les structures actuelles sont suffisantes et les apprenti.e.s peuvent déjà agir en cas de problème. «Notre expérience sur le terrain, en discutant devant les écoles professionnelles nous montre que ces problèmes

sont beaucoup plus courants.» abonde Jordan Willemin, président des Jeunes POP Vaud. «Nous avons rencontré plusieurs dizaines de cas problématiques, comme des questions de sécurité au travail, d'heures supplémentaires ou d'apprenti.e.s qui n'étaient pratiquement pas formé.e.s mais uniquement considéré comme du personnel non qualifié. Et contrairement au Grand Conseil, la majorité des apprenti.e.s qui ne rencontre pas de problème est solidaire avec les autres puisque beaucoup ont signé la pétition.»

Les Jeunes POP regrettent également l'attitude du Conseil d'Etat qui dit laisser le libre choix au Grand Conseil, mais ne donne que des arguments à l'encontre de la pétition. «Le Conseil d'Etat refuse de voir le problème, on sentait Madame Amarelle sur la défensive, préférant laisser certain.e.s apprenti.e.s en difficulté plutôt que de se remettre en question. Une analyse de la situation, en impliquant les apprenti.e.s, aurait été un minimum. Nous avons vu sur le terrain que la situation n'est pas aussi bonne que décrite par la Conseillère d'Etat», ajoute Gaël Vuilleme, coordinateur de la campagne.

La jeunesse du Parti ouvrier et populaire entend maintenir la pression et continuer à mobiliser les apprenti.e.s pour la défense des intérêts de la jeunesse et des travailleuses et travailleurs. La lutte continue pour amener la voix des apprenti.e.s auprès des autorités du Canton de Vaud. ■

Jeunes POP Vaud

Faites un don au POP

Chères lectrices, Chers lecteurs, vous tenez entre les mains le dernier numéro du journal *Résistance* du POP Vaud. Comme vous pouvez le constater, le POP est actif dans bien des combats qui visent à changer le monde et à améliorer la vie quotidienne de beaucoup de gens. Actuellement, nous mettons notre énergie dans la campagne de récolte de signatures pour la gratuité des transports publics. Ce projet sur lequel nous avons été pionnier, nous le portons depuis 30 ans.

Dans les mois à venir, nous allons continuer à mener de multiples campagnes via des projets visant à défendre nos idéaux de justice: sociale, fiscale et climatique. Contrairement à d'autres partis nos moyens financiers sont limités, car le POP Vaud ne vit que grâce aux cotisations de ses membres, aux contributions de ses élus et à quelques petits dons. **C'est pourquoi nous faisons appel à votre générosité pour faire un don pour le journal *Résistance* ou pour soutenir le POP Vaud dans ses engagements politiques dans la campagne qu'il mène actuellement et pour toutes les autres qui vont suivre.**

Nous vous remercions chaleureusement pour votre générosité

Parti Ouvrier et Populaire vaudois (POP) – Résistance

1009 Pully

IBAN: CH76 0900 0000 1076 9952 7

CCP: 10-769952-7

Impressum

Rédaction: Chauderon 5, 1003 Lausanne / **Responsable:** Christophe Grand / **Tél.:** 021 312 06 76 / **E-mail:** info@popvaud.ch / **Abonnements:** info@popvaud.ch / **CCP Résistance:** 10-769952-7 / **Maquette et mise en page:** Solidaridad Graphisme / **Corrections:** Bertrand Tappolet

Ce journal vous a été envoyé gratuitement, si vous ne souhaitez plus le recevoir, merci de nous en informer à info@popvaud.ch